3.1 La prise en compte de la monoparentalité dans les systèmes socio-fiscaux : une comparaison européenne

Depuis 10 ans, la part d’enfants vivant dans une famille monoparentale a augmenté de 2 points dans l’Union européenne et de 5 points en France. Ce constat est préoccupant, car, dans tous les pays de l’Union européenne, les parents isolés sont plus fréquemment que les couples avec enfants confrontés au risque de pauvreté, à des difficultés matérielles et à des problèmes de garde spécifiques.

Or, par rapport à un couple disposant du même revenu, les familles monoparentales font face à des charges qui peuvent être, pour certaines, équivalentes (logement) ou même, dans certains cas, supérieures (garde des enfants). En conséquence, en l’absence d’aménagement des barèmes socio-fiscaux, les couples bénéficient souvent de conditions plus favorables (montant, plafond) liées au nombre d’adultes supérieur dans le foyer. A cet égard, la plupart des pays de l’Union européenne ont adapté leur système socio-fiscal pour prendre en compte de différentes manières les spécificités des familles monoparentales.

Cet éclairage détaillé les aménagements des barèmes des prestations sociales et des impôts en faveur spécifiquement des parents isolés dans quatre pays (Allemagne, France, Royaume-Uni et Suède). La fiche analyse ensuite, sur cas-types, leurs conséquences sur les écarts de revenu disponible entre les couples et les familles monoparentales et fournit des éléments complémentaires sur le risque de pauvreté de ces dernières.

La proportion d’enfants vivant dans des familles monoparentales varie fortement au sein des pays européens

La France se situe parmi les pays européens où la situation de monoparentalité est fréquente

Selon les données Eurostat, la fréquence de la monoparentalité, mesurée comme le pourcentage d’enfants de moins de 25 ans vivant avec un seul parent, varie de manière importante au sein des pays de l’Union européenne, allant de 5% en Croatie à plus de 30% en Estonie (cf. graphique 1).

Sur les 28 pays de l’Union européenne en 2019, cette proportion s’établit en moyenne à 15%. La France se situe à la 7ème place, avec 21% d’enfants vivant dans des familles monoparentales. Parmi les 4 pays étudiés ici, les proportions varient de 16% en Allemagne à 26% en Suède.

Des évolutions contrastées selon les pays entre 2009 et 2019

La part d’enfants vivant dans des familles monoparentales en Europe a augmenté de 2 points depuis 2009, pour atteindre 15% en 2019 (cf. graphique 2).

En France et en Suède, la progression de la situation de monoparentalité a été dynamique ces 10 dernières années, passant respectivement de 16% à 21% (+5 points) et de 20% à 26% (+6 points) entre 2009 et 2019.

À l’inverse, la part d’enfants issus de foyers monoparentaux est restée stable en Allemagne, aux alentours de 16%, et a diminué de 2 points au Royaume-Uni, pour se stabiliser autour de 21%.

Graphique 1 • Pourcentage d’enfants de moins de 25 ans vivant dans une famille monoparentale en 2019 dans les pays de l’UE-28

Source : Eurostat
Parmi les quatre pays étudiés ici, la France se distingue par...

... un éventail plus large d’outils de prise en compte de la monoparentalité...

Parmi les quatre pays étudiés, la France est le pays où l’on constate le plus grand nombre d’ajustements des dispositifs socio-fiscaux visant à prendre en compte la monoparentalité (cf. tableau 1).

La France, la Suède et l’Allemagne disposent toutes les trois d’une prestation familiale spécifique pour les familles monoparentales.

En France, l’allocation de soutien familial (ASF) est destinée aux enfants privés de l’aide de l’un de leurs parents ou survivant en complément d’une pension alimentaire considérée trop faible. Elle bénéficie à environ quatre familles monoparentales allocataires de la CAF sur dix. Il s’agit d’une aide forfaitaire, versée par enfant, dont le montant s’établit à 116 € (soit 0,31% du revenu moyen en France) quel que soit l’âge de l’enfant.

L’Allemagne et la Suède disposent également de prestations spécifiques similaires, versées aux parents isolés ne bénéficiant pas de pension alimentaire, ou d’une pension faible. Leur montant relatif (rapporté au revenu moyen) y est plus élevé qu’en France et augmente avec l’âge de l’enfant.

Les montants de l’allocation suédoise vont de 153 € par mois (0,34% du revenu moyen) pour les enfants de moins de 10 ans à 202 € par mois (0,45% du revenu moyen) pour les enfants de plus de 15 ans.

En Allemagne les montants s’échelonnent de 165 € par mois (0,32% du revenu moyen) pour les enfants de moins de 6 ans à 293 € (0,56% du revenu moyen) pour ceux âgés de 12 ans à 17 ans.

Si en France, les barèmes des prestations dites « d’entretien » intègrent des adaptations en faveur des familles monoparentales, ces ajustements sont marginaux dans les autres pays étudiés ici.

En France, la plupart des barèmes des prestations familiales prennent en compte la situation des parents isolés en augmentant leur plafond d’éligibilité (cf. fiche 3.3 du rapport de la CCSS de juin 2020). Deux prestations sont par ailleurs octroyées aux familles monoparentales avec des montants supérieurs à ceux des couples : l’allocation journalière de présence parentale (AJPP) et l’allocation d’éducation de l’enfant handicapé (AEEH).

En Allemagne, le plafond de la majoration des allocations familiales, servie sous conditions de ressources, est augmenté pour les parents isolés.

Au Royaume-Uni, ce sont les modalités de service des prestations qui sont ajustées, les montants ou conditions d’éligibilité restant inchangés : les prestations familiales peuvent être versées chaque semaine au lieu de chaque mois pour les parents isolés.

Seules l’Allemagne et la France prévoient des ajustements pour les prestations d’accueil ou de garde des jeunes enfants de moins de 3 ans.

En France, la durée de perception de la prestation partagée d’éducation de l’enfant (Prepare), à laquelle peuvent recourir les parents qui réduisent ou cessent leur activité à l’arrivée de leur enfant et jusqu’à ses 3 ans, est prolongée pour les parents vivant seuls. C’est également le cas en Allemagne qui dispose d’un dispositif comparable, pouvant être allongé de 2 mois pour les parents isolés (4 mois s’ils travaillent à temps partiel). En Suède et au Royaume-Uni, les congés liés à la naissance sont nettement plus longs qu’en France (16 mois de congé parental, partageable entre les deux parents en Suède, et 9 mois à un an de congé maternité en Angleterre), mais leur durée est identique pour les couples et les familles monoparentales.
### Tableau 1 • Tableau comparatif de la prise en compte de la monoparentalité

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Allemagne</th>
<th>France</th>
<th>Royaume-Uni</th>
<th>Suède</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Prestation familiale spécifique pour les familles monoparentales</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
<td></td>
<td>●</td>
</tr>
<tr>
<td>Majoration du montant de certaines prestations familiales</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
</tr>
<tr>
<td>Augmentation de la durée du congé parental</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
</tr>
<tr>
<td>Conditions d’accès aux prestations familiales plus favorables (plaîfonds)</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
</tr>
<tr>
<td>Avance sur le terme de la pension alimentaire</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
</tr>
<tr>
<td>Allocations logement</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
</tr>
<tr>
<td>Minima sociaux</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
</tr>
<tr>
<td>Barème des impôts</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
<td>●</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : Missoc, OCDE, Cleiss*

Le montant du complément mode de garde (CMG) dont bénéficient, en France, les parents qui confient leur enfant à un assistant maternel ou qui recourent à la garde à domicile est en outre majoré de 30% pour les parents isolés. Parmi les quatre pays étudiés, la France est le seul pays qui prévoit un tel ajustement destiné à renforcer la capacité des parents isolés à concilier leurs vies familiale et professionnelle. Dans les trois autres pays, les crèches ou garderies étant toutefois gratuites ou largement subventionnées, aucune adaptation spécifique n’est prévue pour les parents isolés.

**A l’instar du dispositif récent de garantie des impayés de pension alimentaire existant en France, l’Allemagne et la Suède versent des avances sur le paiement de la pension alimentaire.** Un tel dispositif n’existe pas au Royaume-Uni.

Les aides au logement servent en France et en Suède sont adaptées en cas de monoparentalité. En France la spécificité des familles monoparentales est prise en compte dans les allocations logement. La pondération pour les parents isolés est identique à celle des couples dans le calcul des allocations logement bien qu’ils représentent une demi unité de consommation de moins. C’est également le cas en Suède, où les allocations logement peuvent faire l’objet d’aménagements pour les parents isolés.

Les minima sociaux attribués en France et au Royaume-Uni sont augmentés pour tenir compte de la monoparentalité. En France, une personne seule avec des enfants à charge peut bénéficier d’une majoration du revenu de solidarité active (RSA), pour une durée d’un an, renouvelable jusqu’aux 3 ans de l’enfant.

Il existe également, au Royaume-Uni, une aide non-systématique et temporaire de 333 € par mois, attribuée en complément de l’aide au revenu aux familles monoparentales en situation précaire.

Dans les quatre pays étudiés, le calcul de l’impôt tient compte de la présence d’enfants au sein du foyer, mais seules la France et l’Allemagne, prévoient des ajustements pour les parents isolés. En France, le barème de l’impôt sur le revenu tient, à travers le quotient familial, spécifiquement compte de la situation des familles monoparentales en leur accordant une demi-part fiscale supplémentaire par rapport aux couples.

Le système allemand fonde son système de redistribution sur des abattements fiscaux importants et c’est donc de cette façon qu’est majoritairement prise en compte la monoparentalité. Les charges de la famille sont prises en compte par la déduction d’un abattement : 3 810 € par enfant à charge et par contribuable en 2019. Les parents isolés bénéficient d’un abattement supplémentaire de 1 908 €, augmenté de 240 € par enfant supplémentaire. En outre, lors d’une séparation, les parents isolés qui ne reçoivent pas de pension alimentaire peuvent avoir le droit à un abattement fiscal supplémentaire de 2 586 €.

**… qui préserve le revenu disponible…**

Les modalités de prise en compte de la monoparentalité dans les quatre pays étudiés ont des conséquences en termes de revenu disponible. L’écart de revenu après transferts entre un parent isolé et un couple dont les revenus avant transferts sont identiques1, avec dans les deux cas, deux enfants à charge, permet de mesurer les effets des adaptations socio-fiscales mises en œuvre dans les quatre pays étudiés.

---

1 Les deux familles-types sont similaires, l’une étant monoparentale et l’autre avec deux parents. Ce sont des familles avec deux enfants de 2 et 6 ans ayant un revenu identique et un loyer égal à 30% de leur revenu, et n’ayant pas recours à une garde formelle. Cependant, le parent isolé travaille à temps plein alors que les deux parents du couple travaillent à mi-temps. Les montants en couronnes suédoises et en livres sterling ont été convertis selon les taux de change au 03/09/2020.
Cette analyse sur cas-types est menée pour 4 niveaux de revenus : absence de revenus d’activité, revenu avant transferts égal à 40%, 80% ou 120% du revenu moyen du pays. On considère de surcroît que le parent isolé ne perçoit pas de pension alimentaire et bénéficie en conséquence en France, en Allemagne et en Suède de l’ASF ou des allocations équivalentes, ce qui majore les transferts qu’il reçoit.

En France, pour toutes les tranches de revenu inférieures au revenu moyen, le revenu disponible de la famille monoparentale après transferts socio-fiscaux est supérieur à celui du couple avec enfants (cf. graphique 3). Cet écart est le plus important pour des revenus équivalent à 40% du revenu moyen. À ce niveau, après transferts, le revenu disponible d’une famille monoparentale avec 2 enfants à charge est en effet supérieur de 5% à celui d’un couple. Pour des niveaux de vie plus élevés, supérieurs au revenu moyen, le revenu disponible après transfert de la famille monoparentale est légèrement plus faible que celui du couple (-1% pour un revenu avant transferts équivalent à 120% du revenu moyen).

Au Royaume-Uni, pour les familles n’ayant aucun revenu d’activité, les revenus après transferts sont identiques pour les foyers monoparentaux et biparentaux. Ils s’établissent en revanche à un niveau nettement inférieur lorsque les revenus du travail ne sont pas nuls : -7% pour des revenus équivalents à 40% du revenu moyen, -9% pour des revenus supérieurs.

En Suède et en Allemagne, pour les foyers dont les niveaux de vie sont les plus modestes (absence de revenus d’activité ou revenus équivalents à 40% du revenu moyen), le revenu disponible après transferts est moins élevé pour les parents isolés que pour les couples. Cette situation s’inverse pour les familles dont le niveau de vie est plus élevé.

**Graphique 3 : Écarts de revenu disponible entre une famille monoparentale et un couple avec deux enfants (2 et 6 ans) dont le niveau de revenu avant transferts est identique**

![Graphique 3](image)

*Source : Calculs DSS/DEPP/6C sur données OCDE*

Une analyse plus fine des écarts au niveau des différents transferts socio-fiscaux (minima sociaux, allocations logement, prestations familiales, primes d’activité, impôts sur le revenu et autres contributions) permet d’expliquer ces constats (cf. graphique 4).

**Dans les 4 pays étudiés ici, pour le cas des familles n’ayant aucun revenu d’activité**, le montant des minima sociaux est légèrement inférieur pour les familles monoparentales par rapport à celui perçu par les couples. Cela s’explique par les modalités de construction des barèmes des minima sociaux, qui tiennent compte du nombre de personnes au sein du foyer.

Enfin les ressources prises en compte pour déterminer le montant des minima sociaux ont également un effet : c’est le cas en France et au

Le montant des aides servies est alors supérieur pour les foyers de quatre personnes (couples avec deux enfants à charge) par rapport à ceux qui n’en comptent que trois (parent isolé avec deux enfants à charge). La même logique préside en Suède et en Allemagne à l’attribution des aides au logement : le montant perçu par les familles monoparentales est inférieur à celui reçu pour les couples, à niveau équivalent de revenu avant transferts.

La France, la Suède et l’Allemagne prévoient des ajustements des prestations familiales pour les familles monoparentales, via des prestations spécifiques ou des modifications des barèmes qui rendent la prestation plus favorable. Leur effet est le plus significatif en France et en Suède. Pour autant, dans ces trois pays, d’autres transferts sont moins généreux pour les parents isolés : en France, les familles monoparentales disposent d’un

---

1. Les cas-types présentés dans cette fiche sont élaborés à partir de la maquette d’impôts et prestations de l’OCDE. Cet outil permet de comparer les mesures prises en faveur des familles monoparentales dans les quatre pays étudiés, avec la législation en vigueur en 2019. L’augmentation du crédit d’impôt en Allemagne ainsi que l’aide temporaire au Royaume-Uni n’étant pas systématiques, elles ne sont pas prises en compte dans cette analyse.
Royaucme-Uni. Ainsi en France, bien qu’une personne isolée sans revenus bénéficie d’une majoration du montant du RSA, cet effet est seulement visible dans le cas d’un parent isolé ne bénéficiant pas de l’ASF (cf. graphique 4). En effet, le montant de ce minimum social est déterminé en tenant compte de l’ensemble de ressources de l’allocataire. S’il bénéficie de l’ASF, il voit alors le montant de son RSA réduit ; s’il n’y est pas éligible, le montant du RSA qu’il perçoit est alors plus élevé.

Finalement, un parent isolé de deux enfants sans revenu d’activité perçoit au Royaume-Uni le même revenu après transfert qu’un couple, et, en France, un revenu supérieur de 2% (il perçoit l’ASF mais un montant plus faible de RSA). A l’inverse, en Allemagne et en Suède, les parents isolés sans revenus d’activité perçoivent un revenu après transfert significativement plus faible que celui des couples (-7%): le supplément de prestations familiales qu’ils perçoivent au titre de la monoparentalité ne compense pas leur moindre montant de minimum social.

Parmi les familles dont les revenus sont équivalents à 40% du revenu national moyen, c’est uniquement en France que les transferts socio-fiscaux conduisent à une situation plus favorable aux parents isolés (avec un revenu disponible après transferts supérieur de 5% à celui d’un couple). Cela est presque entièrement dû à des prestations familiales supérieures pour les familles monoparentales (pour celles qui perçoivent l’ASF), malgré une prime d’activité inférieure.

En Allemagne et en Suède, le revenu disponible est moindre de 4% pour les familles monoparentales. Allemagne cette diminution est imputable à de moindres allocations logement qui ne prennent pas en compte la monoparentalité et à des impôts plus élevés. En Suède, les allocations familiales sont plus élevées pour les parents isolés, mais les montants de revenu minimum et d’allocations logements sont plus faibles, et le barème d’imposition moins favorable.

Au Royaume-Uni, une famille monoparentale dispose d’un revenu disponible inférieur de 7% à celui d’un couple avec enfants. Cet écart est à la fois imputable à de moindres allocations logement et à des impôts plus élevés.

Les familles monoparentales dont les revenus avant transferts sont équivalents à 80% du revenu national moyen ont des revenus après transferts plus élevés que les couples avec enfants en France (+1%), Allemagne (+3%) et Suède (+4%), grâce des des prestations familiales plus élevées.

... et limite le risque de pauvreté

La prise en compte de la monoparentalité dans les systèmes socio-fiscaux permet, toutes choses égales par ailleurs, de limiter le risque de pauvreté des parents isolés, en complément d’autres facteurs également importants, notamment le niveau des prestations sociales et la situation économique des parents isolés. Le taux de pauvreté est défini comme la part des personnes ayant un niveau de vie (après transferts sociaux) inférieur à 60% du niveau de vie médian national.

Les familles, notamment nombreuses ou monoparentales, sont particulièrement confrontées au risque de pauvreté. Celui-ci concerne 32% des familles monoparentales françaises, soit une proportion comparable à celle de l’Allemagne et de la Suède, mais bien inférieure à celle du Royaume-Uni (-8 points).

L’écart de taux de pauvreté entre les parents isolés et les couples avec enfants est moins élevé en France (18 points d’écart) que dans les autres pays. Il s’élève à 22 points en Suède et au Royaume-Uni et atteint 24 points en Allemagne (cf. graphique 5).

| Graphique 5 • Part de familles à risque de pauvreté selon la situation parentale |
|---|---|---|---|
| En % |
| France | Allemagne | Suède | Royaume-Uni |
| 21.7 | 21.9 | 23.9 | 17.9 |

Source : EU-SILC, 2018
Graphique 4 : Décomposition des écarts de revenu disponible entre une famille monoparentale et un couple avec deux enfants dont le niveau de revenu avant transferts est identique

Encadré 1 : Focus sur le coût de la garde pour les familles monoparentales des pays de l’OCDE

La garde des enfants en bas âge est l’une des difficultés auxquelles les familles monoparentales sont particulièrement confrontées. En effet, par définition, les parents isolés n’ont pas l’opportunité de distribuer les tâches de la vie quotidienne et de l’éducation de l’enfant. Dans une perspective de conservation de l’emploi des parents isolés, la mise en place de solutions de garde peu onéreuses est donc nécessaire. En moyenne au sein des pays de l’OCDE, le coût net d’une garde à temps plein (40 heures par semaine) pour une famille monoparentale avec deux enfants à charge ayant des revenus égaux à 50% du revenu moyen représente 15,5% des revenus de la famille. Ce chiffre est significativement plus bas dans 3 des 4 pays étudiés : l’Allemagne, la Suède et la France. Dans ces pays, le coût net de la garde se situe en deçà de 3,5% des revenus de la famille monoparentale. Pour ces pays, le coût de la garde peut demeurer relativement bas soit en raison d’une compensation financière (via les prestations familiales et les crédits d’impôts notamment) à destination des familles qui équivalent quasiement au coût réel de la garde, soit du fait de l’existence d’une offre d’accueil gratuite ou très largement subventionnée. À l’inverse, le coût de la garde au Royaume-Uni est supérieur à la moyenne de l’OCDE et égal à 23% des revenus nets de la famille soit 20 points de pourcentage de plus qu’en France et en Suède. Le Royaume-Uni prévoit en revanche la possibilité d’accueillir gratuitement les enfants qui n’ont pas encore l’âge d’être scolarisés. Les estimations de coût présentées ici ne couvrent pas ces modalités d’accueil, ce qui peut expliquer le coût particulièrement élevé de la garde au Royaume-Uni traduit dans cet indicateur de l’OCDE.

<table>
<thead>
<tr>
<th>En % du salaire moyen</th>
<th>Coût net, % des revenus de la famille</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Coût de la garde</td>
</tr>
<tr>
<td>France</td>
<td>20.1</td>
</tr>
<tr>
<td>Allemagne</td>
<td>10.5</td>
</tr>
<tr>
<td>Suède</td>
<td>7.3</td>
</tr>
<tr>
<td>Royaume-Uni</td>
<td>64.1</td>
</tr>
</tbody>
</table>


3.1 - La prise en compte de la monoparentalité dans les systèmes socio-fiscaux : une comparaison européenne